CONDITIONS GENERALES DE VENTE

1. Préambule

Les présentes conditions générales sont applicables, sous réserve des modifications que les deux parties pourraient leur apporter, par un accord exprès constaté par écrit.

2. Formation du contrat

2.1. Le contrat est réputé parfait lorsque, après réception d'une commande, le vendeur a expédié une acceptation écrite, éventuellement dans le délai fixé par l'acheteur.

2.2. Si, en formulant une proposition ferme, le vendeur a fixé un délai pour l'acceptation, le contrat est réputé parfait lorsque l'acheteur a expédié une acceptation écrite avant l'expiration du délai. Cependant, le contrat n'est formé que si cette acceptation parvient au plus tard une semaine après l'expiration du délai.

2.3. Une modification aux propositions du vendeur n'est applicable que si elle est confirmée par écrit. Les affaires traitées par les agents du vendeur ne sont valables qu'après confirmation donnée directement par le vendeur à l'acheteur.

3. Plans et documents descriptifs

3.1. Les poids, dimensions, capacités et autres données figurant dans les catalogues, prospectus, circulaires, annonces publicitaires, gravures et listes de prix ont le caractère d'indications approximatives. Ces données n'ont de valeur obligatoire que si le contrat s'y réfère expressément.

3.2. Les plans et documents techniques permettant la fabrication totale ou partielle du matériel qui sont remis à l'acheteur préalablement ou postérieurement à la conclusion du contrat demeurent la propriété exclusive du vendeur. Ils ne peuvent être, sans autorisation de ce dernier, ni utilisés par l'acheteur, ni recopiés, ni reproduits, ni transmis, ni communiqués à des tiers. Ces plans et documents sont la propriété de l'acheteur:
a) si une clause expresse le prévoit, ou
b) s'ils se rattachent à un contrat d'études préalable, distinct du contrat d'exécution, n'en réservant pas la propriété au vendeur.

3.3. Les plans et documents techniques permettant la fabrication totale ou partielle du matériel, remis par l'acheteur au vendeur avant ou après la conclusion du contrat, demeurent la propriété exclusive de l'acheteur. Ils ne peuvent, sans son autorisation, être utilisés par le vendeur, ni recopiés, ni reproduits, ni transmis, ni communiqués à des tiers.

4. Emballages
Sauf stipulation contraire, les prix s'entendent marchandises nues. Les emballages et les bois de calage seront facturés séparément.

5. Contrôle
L'acheteur est autorisé à faire contrôler et vérifier par ses représentants dûment mandatés, la qualité des matériaux utilisés et des parties du matériel après achèvement. Ces contrôles et vérifications s'effectuent sur les lieux de fabrication, pendant les heures de travail normales, après entente avec le vendeur sur le jour et l'heure. Les frais de cet examen, y compris ceux résultant de l'intervention d'un organisme de contrôle ou d'essais, sont à charge de l'acheteur.

6. Transfert des risques

6.1. Les marchandises sont vendues et agréées définitivement en les usines du vendeur, même si elles doivent être expédiées franco.

6.2. Le vendeur préviendra l'acheteur par écrit de la date à laquelle ce dernier est tenu de prendre livraison du matériel. L'avis du vendeur doit être donné suffisamment à l'avance pour permettre à l'acheteur de prendre les mesures normalement nécessaires à cet effet.

6.3. Si le vendeur intervient pour procurer à l'acheteur les wagons ou autre moyen de transport nécessaire ou pour faciliter les formalités en douane, il n'encourra de ce chef aucune responsabilité; tous les frais en résultant seront facturés à prix coûtants.

6.4. Les marchandises voyagent aux risques et périls de l'acheteur.

7. Réserve de propriété

7.1. Sans préjudice des dispositions de l'article 6 les marchandises restent la propriété du vendeur jusqu'au paiement intégral du prix.

7.2. L'acheteur s'engage à ne pas les vendre ou céder à des tiers aussi longtemps que les marchandises restent la propriété du vendeur.

7.3. En cas de non-paiement, le vendeur peut reprendre les marchandises et résilier la vente par simple notification écrite. Cette reprise des marchandises s'applique sous réserve de l'ensemble des créances dont la valeur minimale est fixée forfaitairement à 40 % de la valeur de la facture. Le vendeur a le droit d'exiger des dommages et intérêts plus élevés s'il peut prouver que les montants forfaitaires convenus ne couvrent pas le préjudice réel. L'existence d'un tel préjudice est par exemple prouvée aussi lorsque le produit ne peut pas être vendu à d'autres clients ou ne peut l'être que très difficilement.

8. Délais de livraison

8.1. Sauf stipulation contraire, les délais de livraison courent à partir de la dernière des deux dates suivantes:
a) la date de formation du contrat, telle que définie à l'article 2
b) la date de réception par le vendeur de l'acompte, si le contrat en prévoit un avant la mise en fabrication.

8.2. Sauf stipulation contraire dans le contrat, les délais de livraison ne sont donnés qu'à titre indicatif et un retard éventuel ne peut pas donner lieu à la résiliation de la commande ou à un dédommagement quelconque. Le vendeur est déchargé de l'obligation de livraison en cas de force majeure, autrement dit pour toute raison qui ne dépend pas du vendeur ou lorsque l'événement ne peut être totalement maîtrisé par lui. Des livraisons partielles sont autorisées. Dans tous les cas, un délai supplémentaire d'un mois est octroyé au vendeur après mise en demeure préalable de l'acheteur. Le vendeur n'est pas responsable du dépassement du délai de livraison lorsque celui-ci n'a pas été causé par une faute grave ou l'intention délibérée du vendeur.

8.3. Si l'acheteur ne prend pas livraison de la marchandise au moment où elle est mise à sa disposition par le vendeur, il est néanmoins tenu de ne pas retarder l'échéance normalement prévue pour les paiements liés à la livraison. Le vendeur pourvoit au magasinage du matériel aux frais et aux risques et périls de l'acheteur. Sur requête de l'acheteur, le matériel sera assuré par le vendeur, mais aux frais de l'acheteur.

9. Paiement

9.1. Les paiements seront faits nets et sans escompte en EUR ou dans la monnaie stipulée dans le contrat.

9.2. Sauf convention contraire, les factures sont payables dès réception. Elles sont productrices d'intérêts, de plein droit et sans mise en demeure, dès l'échéance, au taux de 15 % par an. La stipulation du paiement d'un intérêt ne nuit pas à l'exigibilité des termes de paiement à l'époque de leur échéance. En cas de non-paiement ou de paiement en retard d'une facture, celle-ci est majorée de 10 % de plein droit et sans mise en demeure préalable.

10. Garanties financières

S'il apparaît, après la conclusion du contrat et jusqu'au paiement intégral du prix, que le crédit de l'acheteur est mis en cause ou lorsque le crédit se détériore et notamment dans les cas suivants : demande de prorogation d'échéance de protêt, demande de concordat amiable ou judiciaire, saisie de tout ou partie des biens de l'acheteur à l'initiative d'un créancier, retard de paiement de cotisations dues à l'ONSS, etc... nous nous réservons également le droit, y compris après la livraison partielle éventuelle d'une commande, d'exiger un paiement anticipé complet (au plus tard à la livraison). Si l'acheteur ne respecte pas cette exigence, le vendeur a le droit d'interrompre l'exécution de son obligation et d'exiger des dommages et intérêts égaux à 40 % de la valeur convenue des marchandises. Le vendeur a le droit d'exiger des dommages et intérêts plus élevés s'il peut prouver que les montants forfaitaires convenus ne couvrent pas le préjudice réel. L'existence d'une tel préjudice est par exemple prouvée aussi lorsque le produit ne peut pas être vendu à d'autres clients ou ne peut l'être que très difficilement.

11. Garantie

11.1. L'acheteur doit examiner soigneusement et complètement chaque livraison dès sa réception. Tous les défauts ou dommages éventuels occasionnés aux marchandises livrées ou à l'emballage au moment de la livraison doivent être notés par le client sur le bon de livraison, la facture ou sur les documents de transport. Si ceci n'a pas eu lieu, ces remarques ne peuvent pas être prises en compte.
Une réclamation n'est recevable que si elle a été émise dans les 8 jours de la livraison par une lettre recommandée dûment motivée avec, en annexe, un échantillon des marchandises en question.
Si aucun réclamation n'a été reçue sous la forme exigée dans le délai donné, la livraison est réputée avoir été acceptée.

11.2. Le vendeur s'engage à remédier, par un remplacement ou une réparation du produit, à tout vice caché dûment prouvé dont les produits vendus seraient entachés et qui ne sont pas la conséquence d'un cas de force majeure, une intervention fautive de l'acheteur ou de tiers. Cette garantie est limitée à des vices qui ont été portés à la connaissance du vendeur dans l'année suivant la mise en service. La mise en service est réputée avoir lieu 30 jours après la mise à disposition des produits dans les usines du vendeur si la livraison a eu lieu en Belgique et 45 jours si la livraison a eu lieu à l'étranger. Le vendeur devient propriétaire des pièces remplacées. Ces pièces doivent être renvoyées aux frais de l'acheteur.

11.3. Le vendeur n'assumera aucune autre obligation de garantie que celle indiquée sous le point 11.2. Le vendeur ne sera pas tenu de payer des dommages-intérêts pour des dommages causés à des biens utilisés à des fins professionnelles ou pour des pertes liées à des activités professionnelles de l'acheteur ou des personnes dont il est responsable du chef de l'article 1384 CC.

11.4. Le vendeur ne peut être tenu d'aucune responsabilité pour des dommages causés par un vice de la marchandise qu'il aurait livrée quand :
a) il n'est pas prouvé que le défaut existait au moment de la mise en circulation du produit;
b) le vendeur, compte tenu de l'état de la science et de la technique, n'était pas en mesure de connaître l'existence du vice;
c) le défaut est dû à la conception de la chose dans laquelle le produit vendu a été incorporé ou lorsque le défaut est dû aux instructions de l'acheteur;
d) le dommage résulte d'une faute de l'acheteur, de la personne lésée ou de quelqu'un dont la personne lésée ou l'acheteur est responsable (ex.: des manipulations fautives, un actionnement erroné, des transformations exécutées par l'acheteur ou des tiers, etc.);
e) le défaut résulte de la conformité du produit avec des règles impératives émanant des pouvoirs publics;
f) le dommage est dû à un manque d'entretien ou un entretien qui est contraire au manuel d'entretien ou les prescriptions d'entretien établies par le vendeur ou le fabricant;
g) le dommage résulte d'une intervention d'un tiers non agréé par le vendeur ou le fabricant.

11.5. L'acheteur garantira le vendeur de toutes les actions ou demandes que des tiers feraient valoir contre lui du chef de dommages énumérés au point 11.4**.** Lorsqu'il s'agit d'une fabrication suivant les plans établis par l'acheteur, la responsabilité du vendeur (fabricant) sera en tout cas limitée à l'exécution des produits suivant les indications strictes de ces plans.

12. Montage

12.1. Le montage ne fait jamais partie du contrat. Toutefois, le vendeur peut, sur demande de l'acheteur, et suivant des conditions spéciales, convenir de mettre des ouvriers spécialistes ou monteurs à la disposition de l'acheteur. Dans ce cas, les prestations de ces ouvriers ou monteurs se font sous la surveillance et aux frais, risques et périls de l'acheteur qui assume également la responsabilité et le coût des assurances correspondantes.

12.2. L'acheteur fournira, à ses frais, les aides, engins et tous les produits nécessaires au montage.

13. Causes d'exonération

13.1. Sont considérés comme cause d'exonération s'ils interviennent après la conclusion du contrat et en empêchent l'exécution: les conflits du travail et toutes autres circonstances telles que incendie, mobilisation, réquisition, embargo, interdiction de transfert de devises, insurrection, manque de moyens de transport, manque général d'approvisionnements, restrictions d'emploi d'énergie lorsque ces autres circonstances sont indépendantes de la volonté des parties.

13.2. La partie qui invoque les circonstances visées ci-dessus doit avertir par écrit sans tarder l'autre partie de leur intervention aussi bien que de leur cessation.

13.3. La survenance d'une de ces causes dégage la responsabilité aussi bien du vendeur que de l'acheteur.

14. En cas de nullité d'une des dispositions des présentes conditions générales, le reste des conditions générales et le contrat entier restent valables.

15. Sont seules applicables les présentes conditions générales de vente du vendeur. L'application des éventuelles conditions générales d'achat de l'acheteur est expressément rejetée. Le silence du vendeur à la suite de l'envoi des conditions d'achat de l'acheteur ne peut en aucun cas être interprété comme acceptation de ses conditions. Si une ou plusieurs dispositions des présentes conditions ne sont pas appliquées par le vendeur ou s'il y est dérogé de manière expresse, l'acheteur ne peut pas en déduire que le vendeur aurait renoncé au bénéfice de l'application des présentes conditions générales de vente.

16. Droit applicable

Le contrat est régi par la loi belge, à moins que les parties n'en aient stipulé autrement, les dispositions légales relatives à la vente des Nations Unies (Convention de Vienne du 11.4.1980) qui font partie du droit belge devant être appliquées en premier lieu.

17. Tribunaux compétents

Pour toutes les contestations qui pourraient surgir entre le vendeur et l'acheteur, les tribunaux de la juridiction d'Eupen sont exclusivement compétents. Toutefois, il est loisible au vendeur d'introduire une action auprès d'un autre tribunal.

ALGEMENE VERKOOPVOORWAARDEN

1. Algemeen

Deze algemene voorwaarden zijn van toepassing behoudens wijzigingen, welke beide partijen uitdrukkelijk en schriftelijk overeenkomen.

2. Totstandkoming van de overeenkomst

2.1. De overeenkomst wordt geacht tot stand te zijn gekomen wanneer, na ontvangst van een opdracht, de verkoper schriftelijk heeft bericht de opdracht aan te nemen binnen de eventueel door de koper gestelde termijn.

2.2. Indien de verkoper bij het doen van een aanbod een termijn heeft gesteld voor het aannemen ervan, wordt de overeenkomst geacht tot stand te zijn gekomen, wanneer de koper vóór het verlopen van deze termijn schriftelijk bericht heeft het aanbod aan te nemen, met dien verstande evenwel, dat er geen overeenkomst tot stand is gekomen wanneer dit bericht niet binnen een week na verloop van deze termijn is binnengekomen.

2.3. De wijzigingen aan het aanbod van de verkoper aangebracht zijn slechts geldig indien zij schriftelijk zijn bevestigd. Alle bestellingen langs een tussenpersoon moeten door de verkoper rechtstreeks aan de koper worden bevestigd.

3. Tekeningen en beschrijvingen

3.1. De gewichten, afmetingen, capaciteiten en overige gegevens, opgenomen in catalogi, prospectussen, circulaires, advertenties, afbeeldingen en prijslijsten hebben het karakter van een benaderende aanduiding. Deze gegevens verbinden slechts, voor zover de overeenkomst er uitdrukkelijk naar verwijst.

3.2. De vóór of na de totstandkoming der overeenkomst aan de koper ter hand gestelde tekeningen en technische beschrijvingen, op grond waarvan de gehele of gedeeltelijke fabricage mogelijk is, blijven het uitsluitend eigendom van de verkoper. Zij mogen zonder toestemming van de verkoper niet door de koper worden gebruikt, gekopieerd, vermenigvuldigd, doorgegeven aan of ter kennis gebracht van derden. Zij zijn evenwel het eigendom van de koper:
a) indien dit uitdrukkelijk is overeengekomen, of
b) indien zij betrekking hebben op een, van de uitvoeringsovereen-komst onderscheiden, voorafgaande ontwikkelingsovereenkomst, waarin de verkoper zich niet het eigendomsrecht heeft voorbehouden.

3.3. De vóór of na de totstandkoming van de overeenkomst door de koper aan de verkoper ter hand gestelde tekeningen en technische beschrijvingen, op grond waarvan de gehele of gedeeltelijke fabricage mogelijk is, blijven het uitsluitend eigendom van de koper. Zij mogen zonder toestemming van de koper niet door de verkoper worden gebruikt, gekopieerd, vermenigvuldigd, doorgegeven aan of ter kennis gebracht van derden.

4. Verpakking

Tenzij anders is overeengekomen, worden de prijzen geacht te gelden voor onverpakte goederen. De verpakking en houten wiggen worden afzonderlijk gefactureerd.

5. Controle

De koper is bevoegd na de voltooiing van het werk, de hoedanigheid van het gebruikte materiaal en van de onderdelen te doen controleren en verifiëren door zijn behoorlijk gemachtigde vertegenwoordigers. Deze controles en verificaties worden in de normale werkuren in de werkplaats uitgevoerd, nadat met de verkoper tevoren dag en uur overeengekomen werd. De kosten die voortkomen uit dit onderzoek of uit de tussenkomst van een controle- of keuringsorganisme zijn ten laste van de koper.

6. Overgang van risico

6.1. De goederen worden in de fabriek van de verkoper verkocht en definitief in ontvangst genomen, zelfs indien zij franco moeten worden verzonden.

6.2. De verkoper moet de koper schriftelijk de datum opgeven, waarop hij de goederen in ontvangst moet nemen. De mededeling aan de koper moet tijdig genoeg geschieden om de koper in de gelegenheid te stellen de nodige maatregelen te treffen.

6.3. Indien de verkoper is opgetreden om aan de koper wagons of eender ander vervoermiddel te bezorgen of om de douaneformaliteiten te vereenvoudigen, zal hij hiervoor niet aansprakelijk kunnen worden gesteld; alle kosten die eruit voortvloeien zullen aan kostprijs worden aangerekend.

6.4. De goederen reizen op risico van de koper.

7. Eigendomsvoorbehoud

7.1. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 6, blijven de goederen eigendom van de verkoper tot op het ogenblik van de volledige betaling van hun prijs.

7.2. De koper verbindt er zich toe de goederen niet te verkopen of aan derden af te staan zolang zij eigendom van de verkoper blijven.

7.3. Bij niet-betaling kan de verkoper de goederen terugnemen en de verkoop via een gewone schriftlijke kennisgeving ontbinden. Deze terugname van de goederen geldt onder voorbehoud van alle schadevorderingen waarvan de minimumwaarde forfaitair vastgelegd is op 40 % van de factuurwaarde. De verkoper heft het recht om verdere schadevergoeding te eisen wanneer hij kan bewijzen dat de overeengekomen forfaitaire bedragen de werkelijke schade niet dekt. Het bestaan van dergelijke schade is bv. Bewezen wanneer het product niet of slechts onder zeer beperkende voorwaarden aan een andere klant kan worden verkocht.

8. <u>Leveringstermijnen</u>

8.1. Tenzij anders is overeengekomen, loopt de levertijd vanaf de laatste van de volgende data:
a) de dag van de totstandkoming der overeenkomst als omschreven in artikel 2
b) de dag waarop de verkoper een termijnbetaling ontvangt, indien in de overeenkomst een termijnbetaling vóór het begin van de fabricage is bedongen.

8.2. Tenzij anders is overeengekomen, zijn de in de overeenkomst genoemde leveringstermijnen slechts een schatting: een eventuele vertraging kan nooit aanleiding geven tot verbreking van de overeenkomst of tot enige schadevergoeding. De verkoper is van de leveringsplicht ontslagen in gevallen van overmacht, dat wil zeggen om elke reden die niets te maken heeft met de verkoper of wanneer de gebeurtenis gedeeltelijk niet onder zijn controle valt. Deeleveringen zijn toegestaan. In elk geval staat de verkoper een uitstel van een maand toe na een aanmaning vanwege de koper. De verkoper is niet aansprakelijkheid voor het overschrijden van de leveringstermijn, voor zover deze niet veroorzaakt werd door grove nalatigheid noch opzettelijk werd veroorzaakt.

8.3. Indien de koper de goederen niet in ontvangst neemt op het ogenblik dat zij ter beschikking werden gesteld door de verkoper, mag hij niettemin de vervaldag die normaal werd vastgelegd voor de betalingen aan de levering verbonden, niet uitstellen. In de opslag van de goederen wordt door de verkoper voorzien voor rekening en risico van de koper. Indien de koper dit verzoekt, zorgt de verkoper, voor rekening van de koper, voor de verzekering der goederen.

9. <u>Betaling</u>

9.1. Alle betalingen geschieden in EUR of in de munt voorzien in de overeenkomst; zij zijn netto berekend en discontovrij.

9.2. Behoudens andersluidende overeenkomst zijn de facturen onmiddellijk bij hun ontvangst betaalbaar. Zij zullen vanaf hun vervaldag van rechtswege en zonder aanmaning een interest opbrengen van 15 % per jaar. Het feit dat er interesten bedongen worden, verhindert niet dat de betalingen eisbaar zijn op hun vervaldag. Bij niet-betaling of te late betaling van een factuur wordt deze van rechtswege en zonder voorafgaande aanmaning met 10 % verhoogd.

10. <u>Financiële waarborgen</u>

Indien het na het sluiten van de overeenkomst maar voor de totale betaling van de prijs blijkt dat het krediet van de koper in het gedrang komt of wanneer zijn kredietwaardigheid vermindert en namelijk in volgende gevallen: het vragen van betalingstermijnen, protest, de vraag tot minnelijk of gerechtelijk akkoord, het beslag op het geheel of een deel van de goederen van de koper op vraag van een schuldeiser, vertraging in de betalingen aan RSZ, enz. Behouden we ons ook het recht voor om na een eventuelle deellevering van een opdracht, een volledige vooruitbetaling (uiterlijk bij de levering) te eisen. Als de koper deze eis niet nakomt, heft de verkoper het recht om de uitvoering van zijn verplichting te onderbreken en een schadevergoeding van 40 % van de overeengekomen waarde van de goederen te eisen. De verkoper heft het recht om verdere schadevergoeding te eisen wanneer hij kan bewijzen dat de overeengekomen forfaitaire bedragen de daadwerkelijke schade niet dekken. Het bestaan van dergelijke schade is bewezen wanneer her product niet of slechts onder zeer beperkende voorwaarden aan een andere klant verkocht kan werden.

11. <u>Garantie</u>

11.1 De koper moet elke levering dadelijk na ontvangst zorgvuldig en volledig onderzoeken.
Alle gebreken of eventuele schade aan de geleverde goederen of aan de verpakking op het tijdstip van de levering, moeten door de klant op de leveringsbon, de factuur of op de transportdocumenten genoteerd worden. Als dit niet gebeurd is, kunnen deze opmerkingen niet in aanmerking worden genomen.
Een klacht is pas dan ontvankelijk wanneer ze binnen de 8 dagen na de levering geuit wordt via een gemotiveerde aangetekende brief waarbij een monster van de waren in kwestie is gevoegd.
Al ser geen klacht met de geëiste vorm binnen de gestelde termijn ontvangen werd, dan geldt de levering als aanvaard.

11.2. De verkoper verbindt zich er toe alle onbetwistbare verborgen gebreken (aan de goederen zelf) die niet het gevolg zijn van overmacht, van een foutieve tussenkomst van de koper of van derden, te verhelpen door vervanging of herstelling. Deze verplichting strekt zich slechts uit tot gebreken die blijken gedurende een jaar na de indienstneming; deze wordt vermoed te zijn geschied 30 dagen nadat de goederen ter beschikking zijn gesteld in de fabrieken indien de levering in België is geschied en 45 dagen indien de levering in het buitenland is geschied. De verkoper wordt eigenaar van de vervangen onderdelen. De vervanging gebeurt op kosten van de cliënt.

11.3. De verkoper zal buiten hetgeen bepaald is in punt 11.2. tot geen enkele andere garantie of schadevergoeding gehouden zijn. Met name zal de verkoper niet gehouden zijn tot enige schadevergoeding voor eventuele schade aan bedrijfsmatig gebruikte goederen of voor verliezen verbonden aan de professionele activiteit van de koper of de personen waarvoor hij uit hoofde van art. 1384 B.W. aansprakelijk gesteld wordt.

11.4. De verkoper kan niet aansprakelijk worden gesteld voor schade die veroorzaakt wordt door een fout aan de goederen die hij geleverd zou hebben, indien :
a) niet kan aangetoond worden dat de gebreken op het ogenblik van het in het verkeer brengen van de goederen aanwezig waren;
b) de verkoper, gezien de stand van wetenschap en techniek niet op de hoogte kon zijn van de aanwezigheid van de gebreken;
c) in geval de gebreken te wijten zijn aan de conceptie van de zaak waarin de goederen geïncorporeerd worden of aan de instructies van de koper;
d) de schade te wijten is aan fouten van de koper, van de verwonde persoon of van iemand voor wie de verwonde persoon verantwoordelijk is (vb.: foutieve manoeuvres, verkeerde bediening, transformaties uitgevoerd door de koper of derden, enz.);
e) de gebreken het gevolg zijn van de overeenstemming van de goederen met dwingende voorschriften uitgaande van publieke overheden;
f) indien de schade te wijten is aan een gebrek aan onderhoud of aan een onderhoud dat in strijd is met het onderhoudsboekje of de onderhouds-voorschriften opgesteld door de fabrikant;
g) indien de schade te wijten is aan de tussenkomst van een niet door de fabrikant erkende derde.

11.5. De koper zal de verkoper vrijwaren tegen alle aanspraken of vorderingen die derden tegen hem zouden kunnen richten op grond van schade die bepaald is in punt 11.4. Indien het gaat om een fabricatie volgens een plan door de koper geleverd, zal de waarborg in elk geval beperkt blijven tot een strikte uitvoering van de stukken volgens de aanduiding van deze plannen.

12. <u>Montage</u>

12.1. Montage maakt nooit deel uit van de overeenkomst. Nochtans kan de verkoper akkoord gaan volgens bijzondere voorwaarden, gespecialiseerde arbeiders of monteurs, op aanvraag van de koper, te zijner beschikking te stellen. In dit geval gebeuren de prestaties van deze arbeiders of monteurs onder het toezicht, op kosten en op verantwoordelijkheid van de koper, die ervoor de lasten der verzekeringen moet dragen.

12.2. De koper moet op zijn kosten alle bijstand, materiaal en materie die voor de montage nodig zijn ter beschikking stellen.

13. <u>Bevrijdende omstandigheden</u>

13.1. Als bevrijdende omstandigheden gelden, indien zij zich voordoen na de totstandkoming der overeenkomst en de uitvoering daarvan verhinderen : arbeidsconflicten en alle overige omstandigheden, zoals brand, mobilisatie, inbeslagneming, embargo, verbod op deviezenoverdracht, opstand, tekort aan vervoermiddelen, algemene schaarste aan grondstoffen, beperkingen in het energieverbruik, indien deze overige omstandigheden zich voordoen buiten de wil van partijen.

13.2. De partij die zich op de bovenvermelde omstandigheden beroept, moet de andere partij van het intreden alsook van het aflopen daarvan onmiddellijk schriftelijk in kennis stellen.

13.3. Het ontstaan van één van deze omstandigheden ontneemt alle aansprakelijkheid zowel van de verkoper als van de koper.

14. In geval van nietigheid van een van de bepalingen van deze algemene voorwaarden, blijven de rest van de algemene voorwaarden en het volledige contract geldig.

15. Enkel deze algemene voorwaarden van de verkoper zijn geldig. De toepassing van eventuele aankoopvoorwaarden van de koper wordt uitdrukkelijk verworpen. Het stilzwijgen van de verkoper na het verzenden van de aankoopvoorwaarden van de koper kan in geen enkel geval worden geïnterpreteerd als aanvaarding van diens voorwaarden. Als een of meerdere bepalingen van deze voorwaarden door de koper niet worden toegepast of als er uitdrukkelijk van wordt afgeweken, kan de koper daar niet uit afleiden dat de verkoper afgezien zou hebben van het voordeel van de toepassing van deze algemene verkoopvoorwaarden**.**

16. <u>Toepasbare wet</u>

De overeenkomst wordt door het Belgisch recht beheerst, tenzij de partijen er anders over beslist hebben, waarbij eerst het UN-kooprecht (Overeenkomst van Wenen van 11.4.1980), dat deel uitmaakt van het Belgische recht, toegepast moet worden.

18. <u>Bevoegde rechtbanken</u>

Voor alle geschillen die zich tussen de verkoper en de koper kunnen voordoen, zijn enkel de rechtbanken van het rechtsgebied Eupen bevoegd. Het staat de verkoper echter vrij om bij een andere rechtbank klacht in te dienen.

GENERAL CONDITIONS OF SALE

1. Preamble

These general conditions are applicable, subject to any modifications which the two parties might make to them, further to an explicit agreement stated in writing.

2. Entering into the contract

2.1. The contract is considered to be binding for both parties when, after receipt of an order, the vendor has sent a written acceptance, possibly within a time limit required by the vendee.

2.2. If, when formulating a firm proposal, the vendor has set a deadline for acceptance, the contract is considered to be binding for both parties if the vendee has sent written acceptance before the deadline expires. The contract is only concluded, however, if that acceptance arrives one week at the latest after the deadline expires.

2.3. A modification to the vendor's proposals is only valid if it is confirmed in writing. Business transacted by the vendor's agents is only valid after confirmation given directly by the vendor to the vendee.

3. Drawings and specification documents

3.1. Weights, dimensions, capacities and other data appearing in catalogues, prospectuses, circulars, advertisements, prints and price lists are only to be considered as approximate guidelines. Such data are only binding if the contract expressly refers to them.

3.2. Technical drawings and documents enabling the equipment to be wholly or partly manufactured, which are handed to the vendee prior or subsequently to the concluding of the contract remain the vendor's exclusive property. No part of them may be used by the vendee, or recopied, reproduced, transmitted or communicated to third parties, in any form or by any means, without the prior permission of the vendor. Those drawings and documents are the property of the vendee:
a) If an express clause stipulates so, or
b) If they are related to a previous design contract, separate from the enforceable contract, not reserving the ownership of them for the vendor.

3.3. Technical drawings and documents enabling the equipment to be wholly or partly manufactured, which are handed by the vendee to the vendor prior or subsequently to the concluding of the contract remain the vendee's exclusive property. No part of them may be used by the vendor, or recopied, reproduced, transmitted or communicated to third parties, in any form or by any means, without the prior permission of the vendee.

4. Packing

Unless otherwise stated, prices refer to unpacked goods. Packing and timber dunnage will be invoiced separately.

5. Inspection

The vendee is authorized to have the quality of the materials used and parts of the equipment inspected and checked by his duly mandated representatives, both after completion. Those inspection operations and checks are performed at the vendor's production facilities, during normal working hours, further to an agreement with the vendor regarding the day and time. The costs of such an inspection, including those arising from the intervention of an inspection or test body, are to be borne by the vendee.

6. Transfer of risks

6.1. Goods are sold and approved definitively at the vendor's plant, even if they have to be forwarded carriage free.

6.2. The vendor will notify the vendee in writing of the date on which the latter must take delivery of the equipment. The vendor must give notice sufficiently in advance to allow the vendee to take the steps normally necessary for that purpose.

6.3. If the vendor intervenes to obtain wagons or any other necessary means of transport or to facilitate customs formalities, he will not incur any liability for himself; all the ensuing expenses will be invoiced at cost price.

6.4. Goods travel at the vendee's risk.

7. Ownership reservation

7.1. Without prejudice to the provisions of article 6, goods remain the property of the vendor until the price has been fully paid.

7.2. The vendee undertakes not to sell them or transfer them to third parties as long as the goods remain the vendor's property.

7.3. In case of non-payment, the vendor can take back the goods and dissolve the sale by means of simple written notification. This taking back of the goods applies subject to all claims whose minimum value has been set at a fixed 40 % of the invoice value. The vendor has the right to demand further damages if he can prove that the fixed sums agreed upon do not cover the actual damage. The existence of such damage is proven, for example, if the product cannot be sold to another client or only on very limited conditions.

8. Delivery times

8.1. Unless otherwise stated, delivery times run as from the latter of the following two dates:
a) The date on which the contract was entered into, as defined in article 2
b) The date of receipt of the advance payment by the vendor, if the contract stipulates one before launching production.

8.2. Unless otherwise stipulated in the contract, delivery times are only given for guidance and any delay may not give rise to the cancellation of the order or to any compensation whatsoever. The vendor is discharged of the obligation to deliver in cases of force majeure, which is to say for any reason that is not connected with the vendor or if the event is partly beyond the vendor's control. Partial deliveries are permitted. In any case, the vendor shall permit a delay of one month after a demand by the vendee. The vendor is not liable for exceeding the delivery time, in as far as this was not caused by gross negligence or caused intentionally.

8.3. If the vendee does not take delivery of the goods at the time when they are made available to him by the vendor, the former is bound, nevertheless, not to defer the due date normally scheduled for the payments related to the delivery. The vendor provides for the storage of the equipment at the vendee's risk. If requested to do so by the vendee, the equipment will be insured by the vendor, but at the vendee's expense.

9. Payment

9.1. Payments will be made in EUR or in the currency stipulated in the contract, net and without discount.

9.2. Unless otherwise agreed, invoices are payable on receipt. They yield interest, rightfully and without any formal notice being required, as from the invoice due date, at the rate of 15 % per year. The stipulation of the payment of interest is not prejudicial to the circumstances in which payments become due. In case of non-payment or late payment of an invoice, it shall legally and without a prior reminder be increased by 10 %.

10. Financial guarantees

If it appears, after the concluding of the contract and until full payment of the price, that the vendee's credit is called into question or when credit deteriorates, especially in the following cases: request for extension of time limit of protest for non-payment, application for a legal composition or a scheme of arrangement out of court, seizure of all or part of the vendee's assets on the initiative of a creditor, overdue payment of National Insurance and National Health contributions, etc. then it happens that
we also reserve the right after any partial delivery of an order, to demand advance payment in full (at the time of the delivery at the latest). If the vendee does not fulfill this requirement, the vendor has the right to interrupt the execution of his obligation and to claim damages of 40 % of the value of the goods agreed upon. The vendor has the right to claim further damages if he can prove that the fixed sums agreed upon do not cover the actual damage. The existence of such damage is proven, for example, if the product cannot be sold to another client or only on very limited conditions.

11. Warranty

11.1 The vendor must immediately inspect every delivery thoroughly in full. The client must record all shortcomings or any damage to the goods delivered or to the packaging at the time of delivery on the delivery slip, the invoice or the transport documents. If this does not occur, the comments cannot be taken into consideration. A complaint is only admissible if it is made within 8 days of delivery in a motivated letter sent by registered mail in which a sample of the goods in question has been enclosed. If no complaint in the required form is received within the term set, the delivery shall be deemed to have been accepted.

11.2. The vendor undertakes to remedy any duly proved hidden defect with which the sold products might be vitiated and which is not the consequence of a case of force majeure, a faulty intervention by the vendee or by a third party; in which case the vendor undertakes to replace or repair the products in question. This warranty is limited to defects which were brought to the knowledge of the vendor within the year following the date on which the products were put into service. The products are considered to have been put into service 30 days after their availability at the vendor's plant if delivery
took place in Belgium and 45 days if delivery took place abroad. The vendor becomes owner of the replaced parts. Those parts must be sent back at the vendee's expense.

11.3. The vendor will not assume any other warranty obligation than the one indicated in item 11.2. The vendor will not be bound to pay compensation for damage caused to property used for professional purposes or for losses related to the professional activities of the vendee or of the persons for whom he is responsible under article 1384 of the Belgium Civil Code.

11.4. The vendor may not be held liable for damages caused by a defect in the goods that he had delivered when:
a) it is not proved that the defect existed at the time the product was put into circulation;
b) the vendor was unable to be aware that such a defect existed, in view of the state of science and technology;
c) the defect is due to the design of the thing in which the sold product was incorporated or when the defect is due to the vendee's instructions;
d) the damage is the outcome of a mistake by the vendee, by the injured person or by someone for whom the injured person or the vendee is responsible (e.g.: faulty handling, wrong activation, changes made by the vendee or third parties, etc.);
e) the defect results from the conformity of the product with mandatory regulations issued by public authorities;
f) the damage is due to a lack of maintenance or maintenance contrary to the maintenance handbook or the maintenance instructions laid down by the vendor or the manufacturer;
g) the damage is the result of an intervention by a third party not approved by the vendor or the manufacturer.

11.5. The vendee will safeguard the vendor against all actions or claims that third parties might bring against the vendor by way of the damages enumerated in item 11.4**.** When it involves products manufactured according to the vendee's own drawings, the liability of the vendor (manufacturer) will be limited in any case to the production of the products according to the strict instructions of those drawings.

12. Assembly

12.1. Assembly is never part of the contract. The vendor, however, may agree to put specialist workers or fitters at the vendee's disposal, at the vendee's request, according to special conditions. In that case, the services of those workers are provided under the vendee's supervision and at the latter's expense and risk. The vendee also assumes the responsibility and the cost of the corresponding insurances.
12.2. The vendee will provide, at his own expense, the assistants, appliances and all the products necessary for assembly.

13. Exemption causes

13.1. The following events are considered as being causes of exemption if they occur after the concluding of the contract and prevent its performance: labor conflicts and any other circumstances such as fire, mobilization, requisition, embargo, ban on the transfer of currencies, insurrection, shortage of means of transport, general lack of supplies, energy restrictions when those other circumstances are independent of the will of the parties.

13.2. The party, which puts forward the circumstances referred to above, must immediately notify the other party in writing both when those circumstances occur and when they stop.

13.3. The occurrence of one of those causes releases both the vendor and the vendee from any liability.

14. If one of the provisions of these general conditions should be rendered null and void, the rest of the general conditions and the whole contract remain valid.

15. These general conditions of sale of the vendor are the only ones applicable. The application of any vendee's general conditions of purchase is expressly disallowed. If the vendor should be silent after the sending of the vendee's conditions of purchase, that may in no way be construed as acceptance of the latter's conditions.
If one or more provisions of these conditions are not applied by the vendor or are expressly waived, the vendee may not deduce that the vendor has renounced entitlement to the application of these general conditions of sale.

16. Applicable law

The contract is governed by Belgian law, unless the parties have stipulated otherwise, whereby first the United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods (Vienna Sales Convention of 11/04/1980), which is part of Belgian law, shall be applied.

17. Courts having jurisdiction

For any disputes that may occur between the vendor and the vendee, only the courts of the legal district of Eupen are authorized. However, the vendor may to lodge a complaint with another court.

ALLGEMEINE VERKAUFSBEDINGUNGEN

1. Einleitung

Die vorliegenden allgemeinen Verkaufsbedingungen gelten vorbehaltlich der Änderungen, die beide Parteien nach einer ausdrücklichen schriftlichen Vereinbarung vornehmen können.

2. Zustandekommen des Vertrags

2.1. Der Vertrag gilt als zustande gekommen, wenn der Verkäufer nach Erhalt einer Bestellung, eventuell innerhalb der vom Käufer festgesetzten Frist, eine schriftliche Annahmebestätigung gesandt hat.

2.2. Wenn der Verkäufer bei der Erstellung eines verbindlichen Angebots eine Frist für die Angebotsannahme festsetzt, gilt der Vertrag als zustande gekommen, wenn der Käufer vor Ablauf dieser Frist eine schriftliche Annahmebestätigung gesandt hat. Der Vertrag kommt jedoch nur zustande, wenn die Annahmebestätigung spätestens eine Woche nach Ablauf dieser Frist zugeht.

2.3. Eine Änderung des Angebots des Verkäufers gilt nur, wenn sie schriftlich bestätigt wurde. Die von den Vertretern des Verkäufers bearbeiteten Aufträge sind erst nach der unmittelbaren Bestätigung des Verkäufers an den Käufer gültig.

3. Zeichnungen und Dokumentation

3.1. Gewichte, Abmessungen, Kapazitäten und sonstige Daten, die in den Katalogen, Prospekten, Rundschreiben, Werbeanzeigen, Drucksachen und Preislisten aufgeführt sind, sind ungefähre Angaben. Diese Daten sind nur verbindlich, wenn sich der Vertrag ausdrücklich darauf bezieht.

3.2. Die Zeichnungen und technischen Unterlagen, anhand derer die vollständige oder teilweise Fertigung der Ausrüstung erfolgen kann und die dem Käufer vor oder nach dem Vertragsschluss ausgehändigt werden, bleiben alleiniges Eigentum des Verkäufers. Ohne das Einverständnis des Verkäufers dürfen sie vom Käufer nicht genutzt, vervielfältigt, reproduziert, übertragen oder Dritten mitgeteilt werden. Die Zeichnungen und Unterlagen sind Eigentum des Käufers,

a) wenn dies in einer ausdrücklichen Klausel vorgesehen ist oder
b) wenn sie mit einem vorhergehenden Konstruktionsvertrag verbunden sind, der sich vom Ausführungsvertrag unterscheidet, und dem Verkäufer den Eigentumsvorbehalt nicht sichern.

3.3. Die Zeichnungen und technischen Unterlagen, anhand derer die vollständige oder teilweise Fertigung der Ausrüstung erfolgen kann und die der Käufer dem Verkäufer vor oder nach dem Vertragsschluss aushändigt, bleiben alleiniges Eigentum des Käufers. Ohne das Einverständnis des Käufers dürfen sie vom Verkäufer nicht genutzt, vervielfältigt, reproduziert, übertragen oder Dritten mitgeteilt werden.

4. Verpackung

Sofern nichts anderes vereinbart wurde, verstehen sich die Preise für unverpackte Waren. Die Verpackungen und Keile werden getrennt hergestellt.

5. Kontrolle

Der Käufer ist berechtigt, die Qualität der verwendeten Werkstoffe und der Ausrüstungsteile nach der Fertigstellung durch seine ordnungsgemäß bevollmächtigten Vertreter kontrollieren und prüfen zu lassen. Diese Kontrollen und Prüfungen werden am Fertigungsort während der üblichen Arbeitszeit nach Vereinbarung des Tags und der Uhrzeit mit dem Verkäufer durchgeführt. Die Kosten für die Untersuchung, einschließlich der Kosten für die Arbeit einer Kontroll- oder Prüfstelle, gehen zu Lasten des Käufers.

6. Gefahrübergang

6.1. Die Waren werden im Werk des Verkäufers endgültig verkauft und freigegeben, selbst wenn sie frachtfrei versandt werden müssen.

6.2. Der Verkäufer setzt den Käufer schriftlich von dem Tag in Kenntnis, an dem der Käufer die Ausrüstung in Empfang nehmen muss. Die Benachrichtigung des Verkäufers muss frühzeitig genug erfolgen, damit der Käufer die üblicherweise diesbezüglich notwendigen Maßnahmen ergreifen kann.

6.3. Wenn der Verkäufer dem Käufer Waggons oder andere notwendige Transportmittel besorgt oder ihm die Zollformalitäten erleichtert, wird er dadurch nicht haftbar; alle daraus entstehenden Kosten werden zum Selbstkostenpreis in Rechnung gestellt.

6.4. Die Waren werden auf Rechnung und Gefahr des Käufers befördert.

7. Eigentumsvorbehalt

7.1 Unbeschadet der Bestimmungen in § 6 bleiben die Waren bis zur vollständigen Zahlung des Preises Eigentum des Verkäufers.

7.2. Der Käufer verpflichtet sich, die Waren nicht an Dritte zu verkaufen oder abzutreten, solange sie Eigentum des Verkäufers sind.

7.3. In Ermangelung einer Zahlung kann der Verkäufer die Ware zurücknehmen und den Verkauf mittels einer einfachen schriftlichen Benachrichtigung auflösen. Diese Warenrücknahme gilt unter Vorbehalt aller Schadenersatzansprüche, die pauschal auf 40 % des Rechnungswertes festgelegt werden. Der Verkäufer hat das Recht, einen weiter gehenden Schaden einzufordern wenn er belegen kann, dass die vereinbarte Pauschale den tatsächlichen Schaden nicht abdeckt. Ein solcher Schaden ist z.B. auch dann belegt, wenn das Produkt nicht oder nur unter sehr schwierigen Bedingungen an andere Kunden verkauft werden kann.

8. Lieferfristen

8.1. Sofern nichts anderes vereinbart wurde, laufen die Lieferfristen ab dem letzten der beiden folgenden Tage:

a) ab dem Tag des Zustandekommens des Vertrags gemäß der Definition in § 2
b) ab dem Tag der Annahme der Anzahlung durch den Verkäufer, wenn eine Anzahlung vor Aufnahme der Fertigung vertraglich vorgesehen ist.

8.2. Sofern vertraglich nichts anderes vereinbart wurde, werden die Lieferfristen unverbindlich angegeben, und ein eventueller Verzug kann nicht zur Stornierung der Bestellung oder zu einer Entschädigung irgendeiner Art führen. Der Verkäufer ist von der Lieferungspflicht entbunden im Falle höherer Gewalt, das heißt, bei jedem vom Verkäufer unabhängigen Grund oder wenn das Ereignis zum Teil nicht unter seiner Kontrolle liegt. Teillieferungen sind gestattet. Auf jeden Fall steht dem Verkäufer eine Nachfrist von einem Monat nach vorheriger Mahnung seitens des Käufers zu. Eine Haftung für Lieferzeitüberschreitungen ist ausgeschlossen, insofern diese nicht grob fahrlässig oder vorsätzlich verursacht wurden.

8.3. Wenn der Käufer die Ware nicht in Empfang nimmt, wenn sie ihm vom Verkäufer zur Verfügung gestellt wird, ist er trotzdem verpflichtet, die für die Bezahlung der Lieferung vorgesehene Fälligkeit nicht zu überschreiten. Der Verkäufer sorgt für die Lagerung der Ausrüstung auf Rechnung und Gefahr des Käufers. Auf Bitte des Käufers wird die Ausrüstung auf Kosten des Käufers vom Verkäufer versichert.

9. Zahlung

9.1 Die Zahlungen erfolgen netto ohne Abzug in Euro oder in der vertraglich festgelegten Währung.

9.2. Sofern nichts anderes vereinbart wurde, sind die Rechnungen nach Erhalt zahlbar. Ab dem Tag der Fälligkeit tragen sie automatisch und ohne Zahlungsaufforderung Zinsen zum jährlichen Zinssatz von 15 %. Die Festlegung der Zahlbarkeit von Zinsen berührt die Fälligkeit der Zahlung am Fälligkeitstag nicht. Bei Nichtzahlung oder verspäteter Zahlung einer Rechnung wird diese von Rechts wegen und ohne vorherige Mahnung um 10 % erhöht.

10. Finanzielle Sicherheiten

Wenn der Kredit des Käufers nach Vertragsschluss und bis zur vollständigen Zahlung des Preises angezweifelt wird oder sich verschlechtert und insbesondere in den folgenden Fällen: Antrag auf Protestfälligkeitsaufschub, Antrag auf außergerichtlichen oder gerichtlichen Vergleich, Pfändung der Gesamtheit oder eines Teils des Vermögens des Käufers auf Betreiben eines Gläubigers, Verzug bei den Beitragszahlungen an den Sozialversicherungsträger (ONSS) usw., behalten wir uns auch nach einer eventuellen Teillieferung eines Auftrags das Recht vor, eine vollständige Vorauszahlung (spätestens bei Lieferung) zu fordern. Sollte der Käufer dieser Anforderung nicht nachkommen, steht dem Verkäufer das Recht zu, die Ausführung seiner Verpflichtung auszusetzen und einen Schadensersatz von 40% des vereinbarten Warenwertes zu fordern. Der Verkäufer hat das Recht, einen weiter gehenden Schaden einzufordern wenn er belegen kann, dass die vereinbarte Pauschale den tatsächlichen Schaden nicht abdeckt. Ein solcher Schaden ist z.B. auch dann belegt, wenn das Produkt nicht oder nur unter sehr schwierigen Bedingungen an andere Kunden verkauft werden kann.

11. Gewährleistung

11.1. Der Käufer hat jede Lieferung sofort nach Empfang sorgfältig und vollständig zu untersuchen.

Alle Mängel oder eventuellen Beschädigungen der gelieferten Ware oder der Verpackung, die zum Zeitpunkt der Lieferung bestehen, müssen vom Kunden auf dem Lieferschein, der Rechnung oder den Transportdokumenten vermerkt werden. In Ermangelung davon können diese Beanstandungen nicht berücksichtigt werden.

Eine Reklamation ist nur dann zulässig, wenn sie innerhalb von 8 Tagen nach Lieferung mittels eines begründeten Einschreibebriefes und unter Beifügung eines Warenmusters erfolgt.

Liegt keine form- und fristgerechte Reklamation vor, gilt die Lieferung als genehmigt.

11.2. Der Verkäufer verpflichtet sich, alle ordnungsgemäß nachgewiesenen versteckten Mängel an den verkauften Erzeugnissen, die nicht die Folge von höherer Gewalt oder eines fehlerhaften Eingriffs seitens des Käufers oder eines Dritten sind, durch Ersatz oder Reparatur des Erzeugnisses zu beheben.

Diese Gewährleistungspflicht beschränkt sich auf Mängel, die dem Käufer innerhalb eines Jahres nach der Inbetriebnahme mitgeteilt werden. Die Inbetriebnahme gilt als erfolgt nach 30 Tagen ab der Bereitstellung der Erzeugnisse im Werk des Verkäufers bei Lieferungen innerhalb Belgiens und nach 45 Tagen bei Lieferungen ins Ausland.

Der Verkäufer wird Eigentümer der ausgetauschten Teile. Die ausgetauschten Teile sind auf Kosten des Käufers zurückzusenden.

11.3. Der Verkäufer übernimmt keine andere Gewährleistungspflicht als die in 11.2 aufgeführte. Der Verkäufer ist nicht verpflichtet, Schadensersatz für Schäden, die an zu gewerblichen Zwecken genutzten Sachen verursacht werden, oder für Verluste zu zahlen, die mit den gewerblichen Tätigkeiten des Käufers oder der Personen, für die er gemäß Artikel 1384 CC (belgisches Zivilgesetzbuch) haftet, verbunden sind.

11.4. Der Verkäufer kann nicht für Schäden haftbar gemacht werden, die durch einen Mangel der von ihm gelieferten Ware verursacht werden, wenn

a) nicht nachgewiesen wird, dass der Mangel bereits vorlag, als das Erzeugnis in Umlauf gebracht wurde;
b) der Verkäufer in Anbetracht des Standes der Wissenschaft und der Technik nicht vom Vorhandensein des Mangels wissen konnte;
c) der Mangel durch die Gestaltung der Sache, in die das verkaufte Erzeugnis eingebaut wurde, oder durch die Anweisungen des Käufers verursacht wurde;
d) der Schaden aus dem Verschulden seitens des Käufers, der geschädigten Person oder einer Person hervorgeht, für die die geschädigte Person oder der Käufer haftet (z. B. falsche Handhabung, eine fehlerhafte Bedienung, vom Käufer oder von Dritten ausgeführte Bearbeitung etc.);
e) der Mangel aus der Übereinstimmung des Erzeugnisses mit behördlichen Zwangsvorschriften hervorgeht;
f) der Schaden auf mangelnde Wartung oder eine Wartung zurückgeht, die der Wartungsanleitung oder den vom Verkäufer oder Hersteller festgelegten Wartungsvorschriften widerspricht;
g) der Schaden durch den Eingriff eines Dritten verursacht wird, der nicht vom Verkäufer oder Hersteller genehmigt wurde.

11.5. Der Käufer schützt den Verkäufer vor allen Maßnahmen oder Klagen, die Dritte wegen der in 11.4 aufgeführten Schäden gegen ihn geltend machen könnten.

Bei einer Fertigung gemäß den vom Käufer erstellten Zeichnungen ist die Haftung des Verkäufers (Herstellers) in jedem Fall auf die Ausführung der Erzeugnisse unter strenger Beachtung der Zeichnungen beschränkt.

12. Montage

12.1. Die Montage ist in keinem Fall Teil des Vertrags. Auf Antrag des Käufers und gemäß den Sonderbedingungen kann der Verkäufer jedoch vereinbaren, dem Käufer Facharbeiter oder Monteure zur Verfügung zu stellen. In diesem Fall erfolgen die Arbeiten der Facharbeiter oder Monteure unter der Aufsicht und auf Kosten, Rechnung und Gefahr des Käufers, der zudem die Verantwortung und die Kosten für die entsprechenden Versicherungen übernimmt.

12.2. Der Käufer liefert auf eigene Kosten die für die Montage erforderlichen Hilfsmittel, Maschinen und Erzeugnisse.

13. Entlastungsgründe

13.1. Als Entlastungsgründe gelten die folgenden Ereignisse, wenn sie nach Vertragsschluss eintreten und die Vertragserfüllung verhindern: arbeitsrechtliche Streitigkeiten und alle anderen Umstände wie Brand, Mobilmachung, Requisition, Embargo, Devisenübertragungsverbot, Volkserhebung, Transportmittelmangel, allgemeiner Versorgungsmangel, Energieverbrauchsbeschränkungen, sofern diese anderen Umstände nicht von den Parteien zu verantworten sind.

13.2. Die Partei, die die vorgenannten Umstände anführt, muss die andere Partei unverzüglich schriftlich vom Eintreten und vom Ausklang der Umstände in Kenntnis setzen.

13.3. Beim Eintreten eines der genannten Umstände werden sowohl der Verkäufer als auch der Käufer von seiner Haftung befreit.

14. Im Falle der Nichtigkeit einer Bestimmung dieser allgemeinen Verkaufsbedingungen bleiben die übrigen Bestimmungen dieser allgemeinen Verkaufsbedingungen und der gesamte Vertrag wirksam. Allein die vorliegenden allgemeinen Verkaufsbedingungen des Verkäufers sind anwendbar.

15. Die Anwendung eventueller allgemeiner Einkaufsbedingungen des Käufers wird ausdrücklich abgelehnt.

Das Stillschweigen seitens des Verkäufers im Anschluss an den Versand der allgemeinen Einkaufsbedingungen des Käufers darf in keinem Fall als Annahme seiner allgemeinen Einkaufsbedingungen ausgelegt werden.

Werden eine oder mehrere Bestimmungen dieser allgemeinen Verkaufsbedingungen vom Verkäufer nicht angewandt oder wird ausdrücklich darauf verzichtet, kann der Käufer daraus nicht ableiten, dass der Verkäufer auf den Vorteil aus der Anwendung dieser allgemeinen Verkaufsbedingungen verzichtet.

16. Anwendbares Recht

Sofern die Parteien nichts anderes vereinbart haben, gilt für den Vertrag belgisches Recht, wobei zuerst das UN-Kaufrecht (Wiener Übereinkommen vom 11.4.1980), das Bestandteil des belgischen Rechts ist, zur Anwendung kommen muss.

17. Gerichtsstand

Für alle Streitigkeiten, die zwischen Verkäufer und Käufer auftreten sollten, sind nur die Gerichte des Gerichtsbezirks Eupen zuständig. Dem Verkäufer steht es indessen frei, ein anderes Gericht mit Streitfällen zu befassen.